MEDIAPART

Haut du formulaire

**La fin du travail salarié en perspective historique**

1. NOV. 2016, PAR [PIERRE SASSIER](https://blogs.mediapart.fr/pierre-sassier)

La période de croissance régulière et ininterrompue qu'on appelle aujourd'hui les "trente glorieuses" est marquée par une pause dans l'affrontement entre la logique du grand capital (l'être humain doit s'effacer devant les impératifs économiques) et celle des idées sociales (l'économie est au service des hommes et non l'inverse). Le travail salarié est à la base de création de richesses et donc des profits, à tel point qu'on le retrouve au centre des tentatives d'organiser la productivité, comme, par exemple, le taylorisme (organisation du travail à la chaîne). Pour les mêmes raisons, les pays d'Europe organisent la migration massive de populations venues des anciennes colonies.

En même temps, la catégorie sociale des salariés présente un potentiel pour la consommation, au point qu'il semble nécessaire de distribuer du pouvoir d'achat pour permettre le plein développement de l'économie : c'était l'idée d'**Henry Ford**, constructeur automobile américain, de donner de bons salaires à ses employés afin qu'ils puissent acheter ses voitures.

La réalité géopolitique qui prévaut au cours de ces années est marquée par une "géopolitisation" de l'affrontement entre la logique de profit et celle des idées sociales, pour la première fois dans l'histoire portées par un état  - l'Union Soviétique - ayant une réelle puissance militaire : depuis la commune de Paris et plus encore durant les années de la guerre froide, il s'agit, pour les états occidentaux, d'éviter que se développe le terreau sur lequel pourraient croître les idées socialistes : cela se fait en assurant un véritable système de protection sociale aux salariés. Dans ce domaine, le pays précurseur a été l'Allemagne, puisque le système de protection sociale allemand remonte à Bismarck. Mais c'est surtout à **Beveridge**que l'on doit l'extension prise après la guerre par la protection sociale dans les pays d'Europe Occidentale, car ce lord conservateur anglais, mandaté par Churchill pendant la guerre pour réfléchir à la mise en place des assurances sociales, a jeté les bases d'un système de santé et de retraite, dans un rapport sont s'est inspiré le gouvernement d'après guerre pour mettre en place notre protection sociale.

Le troisième facteur qui a marqué cette période est l'émergence, portée par les théories de **Keyne**s, de l'idée selon laquelle les états ont un rôle régulateur pour la redistribution des richesses.

Ces trois noms caractérisent donc une époque qui a pris fin avec la chute du mur de Berlin : à ce moment, l'Union Soviétique cesse d'exister en tant que puissance rivale de la plus puissante des sociétés d'économie capitaliste et il devient prévisible que la logique de profit, n'étant plus tempérée par aucun frein, finira par s'imposer. C'est grâce à cette "grille de lecture" que nous proposons de considérer de que nous observons aujourd'hui.

En effet, de nombreux changements ont peu à peu altéré les conditions de travail : nous avons mentionné que le profit était, jusqu'à maintenant, basée  sur le travail salarié. Celui-ci, en tant que source de profit, a cédé la prépondérance aux profits financiers, au détriment des bénéfices d'exploitation. Par voie de conséquence, on observe une emprise croissante de l'actionnariat dans la prise de décision des stratégies de l'entreprise, allant même jusqu'à prendre des décisions qui tuent l'activité économique : on peut mentionner plusieurs facteurs à l'origine de ce phénomène : d'abord le rachat et la cotation en bourse d'un nombre croissant d'entreprises qui fonctionnaient dans le passé sur un mode "familial" ; ensuite, les exigences de rentabilité portées par les investisseurs institutionnels, tels que les fonds de pension américains ; enfin, la mondialisation de l'économie qui met la décision hors de portée des acteurs de l'économie réelle.

Dans le même temps, la protection assurée par le droit du travail s'avère de moins en moins efficace : nous l'avons encore vu récemment avec la fin des élections prud'homales, avec les dispositions des lois Macron et El Khomri, tout est fait pour affaiblir l'institution prud'homale et diminuer les garanties apportées aux salariés par les jugements. L'état lui-même s'est désengagé de ce rôle de régulateur que lui avaient assigné les théories de Keynes, au profit de la "main invisible" néolibérale censée diriger l'économie. Ainsi, des gouvernements qui se disent socialistes rivalisent avec les gouvernements ultralibéraux dans la casse des droits sociaux, comme cela a été le cas en Allemagne avec le chancelier Schröder et comme c'est le cas en France, où Hollande et Valls ont réalisé ce qu'aucun gouvernement de droite n'avait osé avant eux.

Car pour augmenter les profits, une seule variable d'ajustement est facilement identifiable et contrôlable : le coût de la main d'oeuvre. La redistribution des richesses se trouve ainsi fortement déséquilibrée au profit du capital, puisqu'en quelques décennies, la part des profits allouée au capital a augmenté de 10% au détriment de la part allouée au travail qui a diminué dans les mêmes proportions. Ce transfert est devenu d'autant plus facile que les moyens de communication moderne, l'émergence de robots "intelligents" pour accomplir de nombreuses tâches, ont modifié complètement la donne en rendant le travail salarié de moins en moins indispensable.

**La révolution de l'information** amenée par Internet modifie profondément les rapports de l'entreprise avec les hommes qui travaillent pour elle. Elle permet aux entreprises de se brancher sur une intelligence mondialement répartie plutôt que sur quelques cerveaux aux savoirs partiels et obsolètes, elle favorise la création de réseaux de compétences qui s'organisent en fonction des projets à réaliser et disparaissent avec la fin de ces projets. Les scénarios extrèmes envisagent, comme conséquence, la disparition pure et simple de l'activité salariée . Il est au moins certain que ces mutations vont structurer les entreprises de fàçon différente, avec un "noyau dur" de salariés autour duquel agira une contestation de prestataires.

**Le développement de l'intelligence artificielle** est une autre menace pour le travail salarié classique : [un professeur d'informatique américain déclare](http://www.msn.com/fr-fr/actualite/monde/lintelligence-artificielle-pourrait-mettre-50percent-de-lhumanit%C3%A9-au-ch%C3%B4mage/ar-BBpsSBA?ocid=spartandhp" \t "_blank) que "nous approchons d'une époque où "*les machines pourront surpasser les hommes dans presque toutes les tâches*". Une interprétation non dépourvue de cynisme aménerait à penser que l'espèce humaine n'aura bientôt plus aucune utilité dans le développement de l'activité économique. [Les forums de Davos ont parfaitement bien intégré ces perspectives](http://www.lemonde.fr/economie/article/2016/01/19/a-davos-les-robots-remplacent-les-hommes_4849690_3234.html" \t "_blank) : à court terme, la diffusion des innovations technoloques aménerait à une perte nette de 5 millions d'emplois. Dans le même temps, les prospectives de l'OIT font état de 11 millions de chômeurs supplémentaires d'ici 2020, principalement chez les employés de bureau. A plus long terme, près de la moitié des emplois actuels pourraient disparaître. Ce sont les classes moyennes qui seraient les plus touchées avec, pour résultats, un accroissement des inégalités dans le monde entier.

Les premières conséquences visibles ont été le développement de "contrats atypiques" ne garantissant plus l'emploi à plein temps, ni sa prolongation pour une durée indéterminée, ni une rémunération liée aux qualifications. C'est ce qu'a tenté le Gouvernement Villepin avec le contrat première embauche et le contrat nouvelle embauche. Bien entendu, cela a un coût social : de plus en plus sont nombreux les salariés, même de niveau de formation élevé, qui sont précarisés et sous payés. On voit apparaître chez nous les "working poor" à l'anglo-saxonne, qui travaillent et couchent dans la rue. La Grande Bretagne est même passée à la vitesse supérieure avec les "[contrats zéro heure](http://www.liberation.fr/planete/2015/09/03/au-royaume-uni-le-boom-des-contrats-zero-heure_1374979" \t "_blank)", qui adaptent le travail salarié aux besoins de l'entreprise.

En parcourant la presse, on observe tous les signes précurseurs d'une transformation profonde de l'activité économique : d'abord, la création du [statut d'autoentrepreneur](http://www.filpac-cgt.fr/spip.php?article9589" \t "_blank), pour pallier au chômage de masse, transforme les salariés en indépendants. Il en est de même de "[l'uberisation](http://www.lepoint.fr/economie/l-uberisation-du-travail-nouveau-defi-social-09-08-2015-1955745_28.php" \t "_blank)" de l'activité économique, qui vise à faire de tout travailleur un sous-traitant indépendant d'une entreprise, sans aucune contrepartie en termes de congés payés, salaire minimum et  protection sociale. Il faut mentionner que la justice britannique a récemment rendu un [jugement contraire à ce type d'organisation](http://www.leparisien.fr/economie/uber-la-justice-reconnait-le-statut-de-salaries-des-chauffeurs-en-angleterre-28-10-2016-6263472.php" \t "_blank) et qu'en France, l'URSSAF poursuit Uber pour requalifier ses chauffeurs en salariés, avec versement des charges salariales et patronales correspondantes. Car c'est la protection sociale de l'ensemble des salariés qui est remise en cause par ce nouveau système.

Ainsi, Beveridge et Keynes sont mis à mal, respectivement "tués" par l'affaiblissement de la protection sociale et les idées ultralibérales qui, non seulement n'accordent aucun pouvoir aux états, mais en font la vache à lait des banquiers quand il s'agit de recapitaliser les banques après des crises dont elles portent elles-mêmes la responsabilité ou des entreprises lorsqu'elles obtiennent des ristournes fiscales (CICE, CIR) que paient les classes moyennes en augmentation d'impôts. Aujourd'hui, c'est Ford qui est dans le collimateur : en raison de la dégringolade des revenus des salariés, indépendants"uberistes", autoentrepreneurs, c'est tout le système capitaliste, basé sur la consommation de masse, qui est menacé. La première alerte a eu lieu en 2008 : pour soutenir la consommation, les particuliers candidats à la propriété ont été poussés à s'endetter au delà de leurs capacités de remboursement, au moyen de prêts hypothécaires qui prenaient en compte la valeur de leur maison au moment de l'achat et la valeur prospective plus élevée au cours des années suivantes. Lorsque cette bulle s'est dégonflée et les particuliers hors d'état de rembourser leur dette, la saisie de biens dévalués n'a pas suffi à compenser les pertes. C'est, selon certaines sources, [une autre bulle, chinoise celle-là](http://immobilier.lefigaro.fr/article/la-premiere-fortune-chinoise-craint-une-enorme-bulle-immobiliere_91dfbd8c-8612-11e6-9fb7-f850e66d7ddf/" \t "_blank), qui est en train de se préparer et provoquera une nouvelle crise. La répétition de ces crises, à des intervalles de plus en plus rapprochés, devrait être un signal d'alerte.

Ces signes avant-coureurs laissent présager qu'à la crise sociale qui se prépare devrait se superposer une crise profonde du capitalisme, lorsque la moitié des salariés actuels se retrouveront hors des circuits de consommation qui fondent la prospérité du système. Les solutions proposées par les uns et par les autres ont un caractère dérisoire devant les défis : la semaine de 32 heures préconisée entre autres [par la CGT](http://www.latribune.fr/economie/france/la-semaine-de-32-heures-creerait-4-5-millions-d-emplois-selon-le-leader-de-la-cgt-565214.html" \t "_blank) et par [Nouvelle Donne](http://lentreprise.lexpress.fr/actualites/1/actualites/chantre-des-32-heures-pierre-larrouturou-veut-briser-le-tabou-du-temps-de-travail_1809285.html/le-7-9/le-7-9-22-juin-2016" \t "_blank) et déjà expérimentée [en Suède](http://www.capital.fr/carriere-management/actualites/la-semaine-de-30-heures-fait-des-emules-en-suede-1151258" \t "_blank), à supposer même qu'elle fasse gagner des millions d'emplois, est une digue bien fragile devant les pertes d'emploi induites par l'innovation technologique et sûrement une solution à court terme. Quant au [revenu universel](http://www.liberation.fr/france/2016/09/23/tout-comprendre-au-revenu-universel_1506565" \t "_blank), à supposer même que les [questions sur sa faisabilité](http://lentreprise.lexpress.fr/actualites/1/actualites/la-fondation-jean-jaures-se-penche-sur-la-faisabilite-d-un-revenu-universel-de-base_1794509.html" \t "_blank) soient vaines, il apporterait à chacun un revenu dépassant à peine le seuil de pauvreté, mais insuffisant pour alimenter la consommation de masse. C'est donc une crise profonde qui se prépare. Jaurès avait dit que "le capitalisme porte la guerre comme la nuée porte l'orage". Cela s'est vérifié au vingtième siècle, car la fin de la "grande dépression" est due un peu aux mesures prises par Roosevelt dès sa prise de pouvoir, mais surtout à la deuxième guerre mondiale. Saura-t-on éviter un nouveau cataclysme ?

*Le Club est l'espace de libre expression des abonnés de Mediapart. Ses contenus n'engagent pas la rédaction.*